

<http://lipietz.net/Apres-la-victoire-du-Non-en-France>

Après la victoire du "Non" en France

- Vie publique - Articles et débats -



Date de mise en ligne : dimanche 29 mai 2005

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

La lourde défaite en France du projet de Constitution est un véritable désastre pour l'Europe. Elle résulte d'une convergence qui la rendait sans doute inéluctable :

- ▶ Un rejet massif et justifié des politiques libérales, anti-sociales, menées aussi bien au niveau national qu'europpéen. C'est la raison majeure du vote Non, un vote Non qui aurait aussi bien rejeté la question inverse (« Préférez vous le traité de Maastricht-Nice au projet de Constitution ? »), voire toute question posée par le pouvoir actuel. Au delà des politiques précises, c'est une défiance globale à l'égard de toutes les forces politiques et une crainte terrible devant l'avenir, le retour d'une véritable idéologie du désespoir (« rien de bien ne peut venir de l'avenir »). En témoigne l'absence de liesse populaire après un vote aussi net.
- ▶ Pour d'autres électeurs, c'est une défiance vis à vis de la construction européenne en tant que telle, défiance qui a pris selon ses porte-paroles un tour nationaliste, souverainiste ou xénophobe.
- ▶ Une troisième catégorie de Non a fait confiance dans le discours de ceux qui promettaient une renégociation rapide de la Constitution, avec un résultat plus social que celui qui était proposé par le compromis élaboré à 25 pays.

Même si le résultat me désespère, en ce qu'il affaiblit durablement l'Europe, la maintient dans les traités de Maastricht-Nice pour une durée indéterminée, prive les mouvements sociaux des outils que lui offraient le traité constitutionnel, brise les convergences franco-allemandes et franco-espagnoles, et isole l'électorat socialiste et écologiste français de ses partenaires européens, il faut prendre acte du résultat et s'appuyer au moins sur son contenu clairement anti-libéral.

A partir de ce jour, les dirigeants politiques qui ont appelé au Non sont comptables de l'Europe du Non, de l'Europe que produit ce résultat, devant les électeurs qui les ont suivi comme devant ceux qui ne les ont pas suivis.

S'ils parviennent à trouver les voies d'une renégociation positive d'un traité dont les faiblesses étaient évidentes (le Parlement européen, sur proposition des Verts, s'était lui-même engagé à proposer un « Premier amendement » si le traité avait été adopté), je serai de ceux qui appuieront ces efforts, de toutes mes forces.

Je reste néanmoins sceptique sur la démarche dans la quelle ces dirigeants viennent d'engager l'Europe. Les éléments de réponses entendus dans les débats de ce soir, où ils semblent confier à Jacques Chirac le soin de porter l'exigence des urnes, me confirment dans mon scepticisme.

D'ici un an, nous pourrons évaluer les résultats de leur stratégie.

J'exprime ma solidarité avec les femmes et les hommes qui, souvent dans l'incompréhension générale de leur milieu, ont osé aller à contre-courant pour défendre des avancées réelles plutôt que de promettre des lendemains fort hypothétiques.

Avec les moyens dérisoires que nous laisse le traité de Maastricht-Nice, aggravé par la perte d'influence française, je continuerai dès demain le combat avec mes collègues Verts du Parlement européen, et chercherai à contribuer à l'édification de solutions dans le cadre insuffisant de l'espace français.

Villejuif, le 29 mai 2005.